

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 316 ARGENTINE: DECLARATION DE L'EPISCOPAT APRES LE
COUP D'ETAT

Il aura fallu attendre près de deux mois pour que l'épiscopat d'Argentine parle collectivement sur la situation née du coup d'Etat du 24 mars 1976. C'est en effet le 15 mai suivant qu'au terme de leur 33e assemblée générale ordinaire, tenue à San Miguel (Buenos-Aires) du 10 au 15 mai 1976, les quelques ~~soixante-dix~~ évêques du pays ont publié une "lettre pastorale" dont nous donnons intégralement le texte ci-dessous.

Les élections à la présidence de la Conférence épiscopale ont abouti au remplacement de Mgr Tortolo, archevêque de Paraná et vicaire-général aux Armées, par le cardinal Primatesta, archevêque de Córdoba. Il faut rappeler qu'au moment du coup d'Etat, l'arrestation du cardinal Primatesta avait été envisagée par l'aile dure des militaires; la mesure avait été ajournée suite aux interventions conjuguées du nonce apostolique et de Mgr Tortolo.

Le texte de la "Lettre pastorale" a été présenté à la presse par Mgr Primatesta comme l'expression convergente "d'un légitime pluralisme d'opinions" et comme une collaboration au règlement de la crise nationale.

(Note DIAL)

LETTRE PASTORALE DE L'EPISCOPAT

"La Patrie est au-dessus de la mouvance des événements et ne sort pas affaiblie des difficultés; elle ne s'identifie pas avec ceux qui la dirigent ni avec aucune de ses institutions. Elle dépend de tous les argentins qui doivent rechercher le bien de la communauté nationale et non leurs intérêts particuliers ou leurs choix partisans."

Ces mots que nous avons écrits dans notre message du 25 novembre de l'année dernière conservent toute leur valeur, alors que les conditions ont changé dans notre pays depuis le 24 mars dernier. Nous voulons aujourd'hui que nos paroles de pasteurs, et non celle de techniciens ou d'hommes politiques, se fasse entendre dans la situation actuelle pour rappeler tout d'abord que personne ne doit se considérer comme exempt de responsabilité, et qu'il est du devoir de chacun de contribuer au redressement et au salut de l'Argentine.

Notre parole est notre contribution; nous n'avons pas d'autre prétention et nous estimons devoir la faire entendre car "l'Eglise qui, en raison de sa charge et de sa compétence, ne se confond d'aucune manière

avec la communauté politique et n'est liée à aucun système politique, est à la fois le signe et la sauvegarde du caractère transcendant de la personne humaine." (Gaudium et spes, n° 76).

L'Etat et le bien commun

L'Eglise a rappelé avec insistance que l'Etat est un organisme juridique et moral ayant pour fonction d'aider, de favoriser et de promouvoir activement la coopération de tous les citoyens; ceux-ci, en reconnaissant leur assujettissement à la finalité de l'Etat, contribuent au bien commun de la meilleure façon possible. Ni l'individu ni les groupes intermédiaires ne doivent être absorbés par l'Etat; mais l'Etat ne peut accomplir sa mission s'il se transforme en simple spectateur de l'injustice, du chaos et de l'immoralité sous toutes ses formes. L'Etat ne peut renoncer à son devoir d'exercer l'autorité légitime et nécessaire, y compris au plan coercitif, même si par ailleurs chacun doit conserver sa liberté dans la mesure où celle-ci ne risque pas de porter atteinte au bien commun. Car le bien commun temporel est en définitive la finalité de l'Etat comme de toute communauté politique organisée.

Le bien commun n'est pas la simple addition des intérêts individuels (très souvent concrétisés et pratiquement défendus quoi qu'il arrive), ainsi que le prétend l'individualisme libéral. Il n'est pas non plus le bien de l'Etat, supérieur aux droits légitimes des individus, des familles ou des groupes intermédiaires, ainsi que le prétendent les totalitarismes de gauche ou de droite. Le bien commun est le propre de chacun et de tous; il est "cet ensemble de conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée." (Gaudium et spes, n° 26).

Toute l'activité de l'Etat: politique, économique, culturelle ou sociale, doit en permanence tendre à la réalisation du bien commun, c'est-à-dire des conditions nécessaires à l'ensemble des citoyens pour leur développement intégral: matériel, intellectuel, social, moral et religieux.

Ainsi compris, le bien commun n'explique pas seulement mais exige l'existence de l'Etat, muni de l'autorité nécessaire pour orienter vers sa réalisation les énergies de tous, en agissant non d'une manière mécanique ou despotique mais comme une force morale qui prend appui sur la liberté et sur le sens des responsabilités de chacun (cf Gaudium et spes, n° 74). C'est ainsi que le bien commun devient le principe qui assure la cohésion de la société, le critère ultime de la vie politique, la norme qui fonde l'autorité, la raison d'être de la loi et la pierre de touche de toute législation. A ce bien commun doit être assujéti le bien des individus, non comme une restriction injuste de leurs droits mais, au contraire, comme leur garantie, car les parties assurent leur propre conservation et développement dans la mesure où elles contribuent à la conservation et au développement de l'ensemble dont elles relèvent. Comme pour le corps humain, le bien-être de l'organisme social dépend de la santé de tous et de chacun de ses organes.

Le moment présent

La justification historique du processus par lequel passe notre pays dépend non seulement du terme qui sera mis à une situation déterminée, mais aussi du soutien qui sera apporté à l'action politique en faveur du bien commun de l'ensemble de la nation.

Il n'a jamais été facile à l'Etat de mettre en pratique une politique propre à assurer le bien commun. Quelque soit le moment ou le pays, l'exercice du pouvoir engendre des tensions. Le bien commun et les droits de l'homme sont permanents, inaliénables et valables en tout temps et tout lieu concret sans qu'aucune nécessité, aussi impérative soit-elle, puisse autoriser à les ignorer. Mais la façon de les vivre varie selon les endroits et les mouvements historiques où ils sont mis en oeuvre. L'influence des conditions externes est d'autant plus sensible que les situations sont plus tendues, comme c'est aujourd'hui le cas en Argentine, plongée dans un désastre financier, affectée par des difficultés économiques extrêmement importantes et en butte à un climat de violence physique qu'il est inutile de préciser. Dans ces conditions, nous ne pouvons raisonnablement pas prétendre à la satisfaction du bien commun ni au plein exercice des droits comme dans une époque d'abondance et de paix.

En une heure aussi difficile, nous estimons que notre mission consiste à demander à chacun le strict accomplissement de son devoir, comme aussi le maximum de compréhension et de tolérance envers les erreurs involontaires de l'autre. Il faut faire preuve de compréhension envers l'autre car nous portons continuellement des jugements sur la réalité à partir de valeurs différentes qui vont parfois jusqu'à devenir opposées:

- Les uns s'attachent à la sécurité, et les autres à la liberté individuelle;

- Les uns insistent sur un redressement économique rapide pour sortir de l'ornière dans laquelle nous nous trouvons; les autres, sur la survie devant la famine qui approche ou les médicaments qu'on ne peut déjà plus acheter.

Il y a des faits qui sont plus que des erreurs: ce sont des péchés. Nous les condamnons sans nuances, quel que soit leur auteur:

- le fait d'acculer les autres à la famine pour faire des gains incontrôlables;

- le fait d'assassiner, après ou sans séquestration, quelle que soit la bande d'assassins.

Mais il faut rappeler qu'il est facile de porter atteinte en toute bonne foi au bien commun si l'on pense:

- qu'on pourra en un mois freiner une inflation à trois chiffres et faire baisser les prix;

- ou que les organes de sécurité agiront avec la pureté chimique du temps de paix, alors que le sang coule tous les jours;

- ou que cesseront les désordres, dont nous connaissons tous l'ampleur, sans l'acceptation des réductions draconiennes qu'exige la situation;

- ou qu'on doive refuser de faire le sacrifice, en vue du bien commun, d'une part de liberté alors que la conjoncture le demande;

- ou qu'il faille, pour de prétendues raisons évangéliques, appliquer des solutions marxistes.

- C'est également porter atteinte au bien commun:
- si, en vue d'obtenir la sécurité que nous souhaitons tous vivement, on procède à des arrestations indiscriminées, inexplicablement nombreuses; on tient les familles dans l'ignorance du lieu de détention des individus arrêtés; on garde ceux-ci au secret plus ou moins prolongé; ou on leur refuse l'assistance religieuse;
 - si, dans le même but, on supprime l'une ou l'autre garantie constitutionnelle; on limite ou refuse le droit de défense;
 - si, dans la juste recherche d'un indispensable redressement économique - nous ne portons pas ici de jugement technique -, on conduit les gens au bord de la misère ou dans la misère proprement dite, par suite du jeu des prix et des salaires, ou des licenciements et du chômage qui sont parfois difficiles à justifier;
 - si, pour éviter les regrettables abus des moyens de communication de masse, on choisit la solution simpliste qui consiste à les empêcher de dire la vérité nécessaire, même si dans certains cas elle fait mal;
 - si, dans la recherche de la sécurité nécessaire, on confond la subversion politique, le marxisme ou la guérilla avec les efforts généreux, d'enracinement souvent chrétien, de défense de la justice, des plus pauvres ou de ceux qui n'ont pas la parole.

Les exigences spirituelles de l'heure

Pour réaliser le bien commun sans tomber dans les erreurs et les péchés qui sont le fruit des difficultés de l'heure, il faut qu'une profonde conversion à Dieu vienne renouveler les esprits et les coeurs, et donner à tous la sérénité indispensable dans les circonstances actuelles si particulières. Dans le cas présent, la conversion consiste à faire du bien commun le critère auquel se réfèrent en conscience les citoyens et les autorités. C'est la seule façon pour les différents secteurs sociaux du pays d'assumer, en esprit d'austérité, la part d'abnégation qui revient à chacun d'eux et qui permettra d'en finir avec la situation actuelle. Sinon, le sacrifice risque de signifier pour les uns la simple renoncement à des biens superflus, et pour les autres la privation de biens absolument nécessaires.

Pour appliquer la parole biblique aux événements que nous vivons, nous pouvons dire que l'Argentine sera reconnue comme chrétienne dans la mesure où ses habitants s'aimeront entre eux comme le Christ nous a aimés, en particulier quand un membre souffrant de la société fait que les autres souffrent avec lui.

Il est vrai que, dans la situation actuelle, il n'est pas facile d'arriver à un accord sur une conception unique du bien de la communauté qu'est la Patrie. Mais il est également vrai que certains comportements individuels, collectifs ou institutionnels tels que ceux signalés plus haut, sont une atteinte à la vie de la nation, quel que soit le point de vue où l'on se place. Pour les chrétiens, le bien commun revêt une dimension profonde: il est une expression privilégiée de l'amour fraternel, lequel est, dans l'amour de Dieu, participation aux exigences des commandements divins.

Les exigences du bien commun sont respectées:

- quand le gouvernement assume ses responsabilités et les citoyens la leur car c'est d'eux que dépend la réorganisation du pays;

- quand le gouvernement prend les décisions nécessaires concernant l'éducation, l'économie, la justice, l'administration, les nominations, le chômage, la sécurité nationale, la liberté de l'information et, ainsi, cherche à établir une communication entre les différentes formes d'expression de l'effort national;

- quand les chefs d'entreprise prennent particulièrement soin que le bien de la communauté, et non celui de leur secteur social, serve de règle aux bénéfices, aux prix, à la qualité des produits et aux rapports de travail;

- quand les travailleurs, dans toutes^{les} branches, prennent leurs responsabilités avec le sérieux qu'exige le moment historique de notre Patrie;

- quand la justice, dans l'accomplissement de sa tâche actuelle si délicate et complexe, aborde les problèmes de sa compétence avec efficacité, célérité et liberté d'esprit;

- quand les moyens d'information jouissent de la liberté suffisante pour défendre, avec le sens de l'initiative, de l'objectivité et de la responsabilité, les valeurs qui sont le bien de la République;

- et quand la jeunesse, sans démagogie ni frustration de la part des adultes, remplit ses devoirs civiques, scolaires, universitaires, professionnels et affectifs de façon sérieuse et constructive.

En fonction de sa mission spécifique et en attitude de service, l'Eglise s'engage à contribuer au rapprochement des esprits des citoyens afin que l'unité nationale, basée sur la justice, la liberté et la paix, s'enrichisse de la variété d'un pluralisme légitime. En tant qu'évêques d'Argentine, nous lançons un appel à l'espérance car, nous l'avons déjà dit en 1975, les ressources morales de la nation sont grandes. Nous avons de plus la certitude que l'Eglise peut être signe et cause d'unité, surtout dans un pays où la majorité de ses habitants sont baptisés et reconnaissent le Christ comme seigneur et la Sainte Vierge comme mère.

La prière, toujours nécessaire, est aujourd'hui d'une nécessité plus pressante comme fruit de la foi, comme expression de l'espérance, et comme exigence de l'amour de Dieu porté à notre Patrie.

San Miguel, le 15 mai 1976

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249